



# Le GREAT Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 129

" Réfléchir à changer "

Septembre 2021

## Les maliens, favorables à l'intégration régionale ouest africaine



Boubacar BOUGOUDOOGO

### Editorial



Il faut noter que le niveau d'intégration sur le continent africain est faible et il y a un potentiel considérable pour l'améliorer pour en tirer des avantages. Malgré ces contraintes, l'intégration économique régionale pourrait pallier aux désavantages de l'enclavement et de la fragmentation qui limitent la taille des marchés et empêchent de nombreux pays de bénéficier d'économies d'échelle (PNUD, 2011).

Selon une récente enquête Afrobarometer, les maliens sont favorables à la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), mais la majorité trouve qu'il est difficile de traverser ces frontières. Tandis que, d'une part deux tiers des sondés se disent favorables à la libre circulation dans l'espace CEDEAO, contre un tiers de personnes en faveur de la limitation de la circulation transfrontalière, de l'autre huit sondés sur 10 affirment qu'il est "difficile" ou "très difficile" de traverser les frontières des pays de l'Afrique de l'Ouest. Malgré tout, les citoyens de ce pays dans leur majorité (61%) sont favorables au libre-échange et surtout à la liberté de mouvements transfrontaliers dans l'espace ouest africain.

Massa Coulibaly

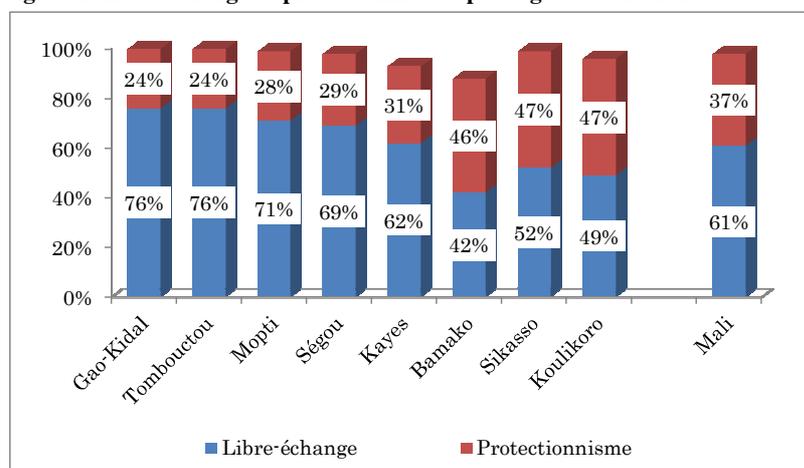
## Introduction

L'équipe d'Afrobarometer Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliqué et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens entre le 16 mars et le 3 avril 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014 et 2017. En raison de leur poids dans la population totale du Mali, les petits échantillons dans les régions peu peuplées (e.g. Gao-Kidal et Tombouctou) produisent des résultats avec de très larges marges d'erreur. Lesdits résultats devraient être interprétés avec précaution.

### 1. Favorables au libre-échange

De façon générale, les maliens sont plus favorables au libre-échange qu'au protectionnisme. Pour le chiffre, l'enquête leur avait propos de choisir entre deux affirmations, à savoir (i) Afin de se développer, notre pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, y compris en acceptant l'importation de produits étrangers, (ii) Pour se développer, notre pays devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère. Ainsi, six citoyens sur 10 (61%) pensent que le pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, en acceptant l'importation de produits étrangers, contre 37% qui affirment que la Mali devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère. Les plus grands adeptes du libéralisme se retrouvent dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao-Kidal avec 71%, 76% et 77%.

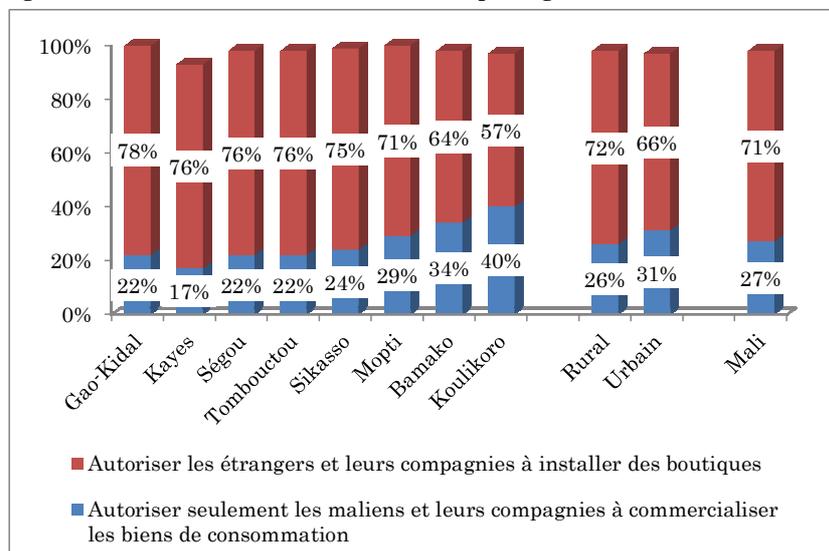
Figure 1. Libre-échange vs protectionnisme | par région | Mali | 2020



De même, les maliens se prononcent plutôt pour les investissements directs étrangers que pour le protectionnisme. Cela ressort des réponses au choix de deux affirmations que sont (i) Le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies de notre propre pays à commercialiser les biens de consommation, même si cela se traduit par moins de biens ou de prix élevés, (ii) Le gouvernement devrait continuer à autoriser les étrangers et leurs compagnies à installer des boutiques dans ce pays pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché. Moins de trois répondants sur 10 (27%) sont "d'accord" ou "tout à fait d'accord" avec l'idée selon laquelle le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies maliennes à commercialiser les biens de consommation, tandis que la grande majorité (71%) affirme que les étrangers et leurs compagnies devraient être autorisés à

installer des boutiques pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché. Ce score favorable aux investissements directs étrangers est l'avis majoritaire dans toutes les régions (de 57% à Koulikoro à 78% à Gao-Kidal) et quel que soit le milieu de résidence (66% en milieu urbain et 72% en milieu rural).

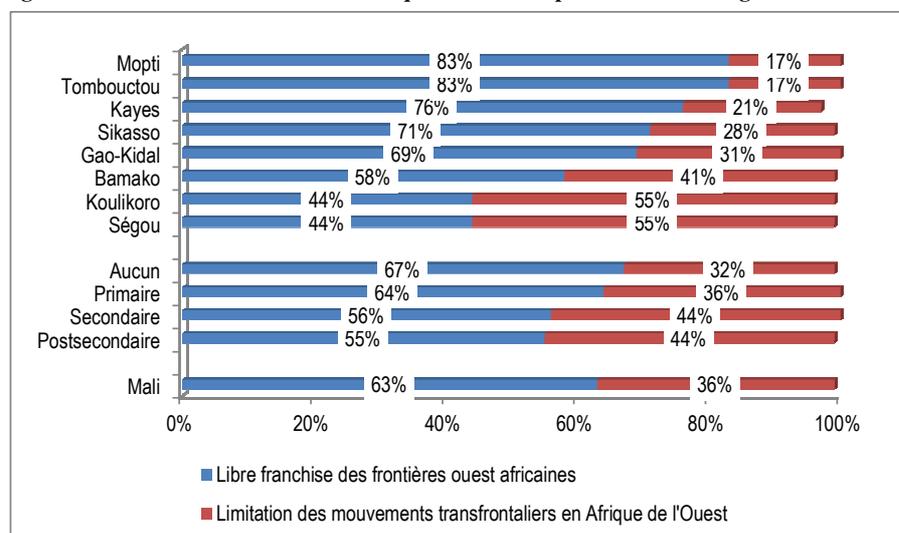
**Figure 2. Protectionnisme vs libre commerce | par région et milieu | Mali | 2020**



## 2. Favorables à la libre circulation en Afrique de l'Ouest

Les maliens sont un peuple qui se déplace beaucoup dans l'espace et dans le temps (Union Africaine, 2019). Est-ce la raison pour laquelle les résultats de l'enquête Afrobarometer montrent qu'un peu plus de six maliens sur 10 se disent favorables à la libre circulation dans l'espace CEDEAO, contre 36% en faveur de la limitation ? La proportion en faveur de la libre circulation se note le plus dans les régions de Mopti et de Tombouctou (avec 83% chacun) et chez les personnes sans enseignement formel (67%). A l'opposé, les ressortissants de Ségou et Koulikoro (44% chacune) et les personnes ayant le niveau secondaire ou plus (55%-56%) sont moins enclins à vouloir permettre les déplacements libres entre le Mali et les autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

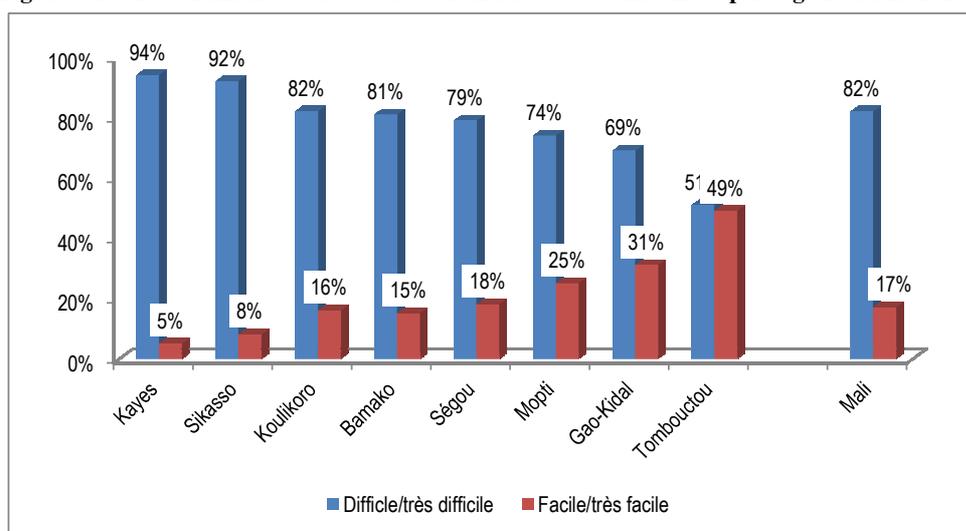
**Figure 3. Liberté de mouvements en Afrique de l'Ouest | par éducation et région | Mali | 2020**



Rappelons que pour cette question de libre circulation des personnes et des biens, il s'agissait de choisir l'affirmation la plus proche de son opinion, entre (i) Les personnes vivant en Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays, (ii) Pour mieux protéger leurs citoyens, les gouvernements devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens. E choix d'une affirmation cumule les pourcentages de "d'accord" et de 'tout à fait d'accord" avec l'affirmation.

Malgré ce soutien à la libre circulation, la plupart (82%) des maliens estiment qu'il est "difficile" ou "très difficile" de circuler entre les frontières. C'est la réponse à la question de savoir combien il était facile ou difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays. La perception de difficulté de traverser les frontières ouest africaines est plus prononcée dans la région de Kayes – l'origine de 38% des migrants maliens (Somps & Nilsson, 2020) – ainsi que celles de Sikasso, Koulikoro et Bamako, où plus de huit habitants sur 10 estiment qu'il est difficile de circuler entre les frontières. Elle est contraire aux différentes politiques d'intégration économique qui prônent la libre circulation des biens et des personnes aussi bien dans le cadre de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) que de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

**Figure 4. Facile vs Difficile de traverser les frontières ouest africaines | par région | Mali | 2020**



## Conclusion

L'intégration sous-régionale demeure toujours un défi pour nos Etats qui ont signé des traités et conventions de libre circulation des biens et des personnes. En effet, ces pays peinent à mettre en œuvre ces différentes réformes en faveur de populations qui se déplacent dans l'espace et dans le temps à travers l'Afrique de l'Ouest et au-delà. Le lancement du passeport africain en 2016 et l'adoption du Protocole au Traité Instituant la Communauté économique africaine en 2018 (Union africaine, 2018) semblaient des pas importants, mais l'effectivité de la libre circulation des personnes au niveau africain dépend de l'entrée en vigueur de ce protocole (Shukuru, 2020). Si au 31 décembre 2019, seuls quatre pays (Mali, Niger, Rwanda et Sao Tomé & Príncipe) avaient ratifié le Protocole au Traité, ils sont 36 pays à le faire sur les 54 pays et sur les 22 signatures nécessaires à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.